

Nucléaire : deux nouvelles usines pourraient voir le jour à La Hague

- Des études sont lancées pour concevoir deux nouvelles installations capables de prendre le relais de celles qui retraitent et recyclent le combustible nucléaire en France.
- Celles existantes sont prolongées en les attendant.

ÉNERGIE

Sharon Wajsbrot

C'est un versant peu connu de la relance du nucléaire mais qui va nécessiter également des investissements massifs de la part de l'Etat. En déplacement ce mercredi dans le Cotentin, sur le site qu'Orano exploite à la Hague (Manche), Bruno Le Maire et Roland Lescure – qui se partagent la tutelle du ministère de l'Energie – ont confirmé que le renouvellement des réacteurs nucléaires français sera bien associé à un renouvellement des usines qui retraitent et recyclent le combustible irradié dans les centrales.

« Le temps des grands projets industriels est revenu. Et le nucléaire occupera une place centrale », a souligné le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire rappelant qu'il y a cinquante ans, « jour pour jour », le Premier ministre Pierre Messmer annonçait la construction de 13 réacteurs nucléaires en France. Sans aller jusque-là, il a annoncé ce mercredi la mise à l'étude de deux

nouvelles usines sur le site de la Hague. La première, consacrée à la fabrication de combustible nucléaire recyclé, le Mox, afin de se substituer à l'usine qu'Orano exploite sur le site de Melox (Gard) et dont la fin de vie est prévue à l'horizon 2040. La seconde, consacrée au retraitement des combustibles usés afin, là encore, de se substituer aux installations vieillissantes d'Orano à la Hague qui permettent aujourd'hui de séparer, de vitrifier les produits de fissions ou encore de les compacter en attendant leur stockage géologique à Cigéo.

Modalités techniques et financières : le flou règne

En attendant de voir ces projets sortir de terre, probablement dans la deuxième moitié du siècle, le gouvernement a engagé un autre chantier, crucial pour assurer la continuité du retraitement des combustibles irradiés. Il s'agit de « l'extension de la durée de vie des usines » existantes sur le site de la Hague et de Melox « au-delà de 2040 », leur durée de vie théorique. Ces décisions concrétisent les

annonces d'Emmanuel Macron la semaine dernière et répondent aux demandes répétées du gendarme du nucléaire et des industriels. Ces derniers pressaient l'exécutif de se prononcer rapidement, pour lancer les études et les investissements pour prolonger ces usines et construire les nouvelles. Car les conditions techniques et financières de la mise en œuvre de ces projets restent pour le moment très floues.

« Jusqu'à quand peut aller l'usine de La Hague ? On n'est pas capable de dire aujourd'hui si ce qui est raison-



nable, c'est 2045, 2052, 2055 », a reconnu Nicolas Maes, le directeur général d'Orano, lors d'une audition mi-février au Sénat. Il estime que pour continuer à exploiter cette usine jusqu'à 2040, le groupe Orano devra y investir 150 millions d'euros par an, soit environ 15 % de ses investissements annuels.

Pour l'usine de Melox, les choses ont l'air un peu plus claires : « le consensus aujourd'hui, c'est que l'usine peut probablement aller jusqu'à 2040, sans doute un peu après, mais il va falloir lancer la construction d'une nouvelle usine sans trop tarder », a indiqué Nicolas Maes.

Ce sujet nécessitera toutefois de

Pour continuer à exploiter le site de La Hague jusqu'à l'horizon 2040, le groupe Orano devra y investir 150 millions d'euros par an.

Photo Damien Meyer/AFP

se prononcer sur les besoins de la France en électricité à un horizon très lointain et aussi sur les besoins de la filière nucléaire en combustible recyclé puisque plusieurs technologies de petits réacteurs modulaires (SMR) misent sur le combustible MOX, c'est le cas notamment de la start-up Newcleo.

Sur le plan financier, Orano devra aussi convaincre l'Etat, son principal actionnaire, de lui donner les moyens de ses ambitions. La rentabilité économique du recyclage des combustibles usés n'est pas bonne. Comme celle du retraitement qui, par ailleurs, reste très dépendante des négociations avec EDF, le principal client d'Orano. « C'est quasiment une mission de service public », estime un connaisseur.

« Ce programme demandera un effort financier bien plus important au moment du déploiement industriel, mais aussi assez significatif en phase de développement », reconnaît Orano, dans un livre blanc réalisé sur le sujet pour les pouvoirs publics.

Une charge financière qui rassure les opposants au projet : « toutes ces annonces n'ont encore rien de réaliste, Orano n'en a pas les moyens, EDF a une dette énorme tout comme l'Etat », tranche Yannick Rousselet, chez Greenpeace France. ■

À La Hague, des usines pour l'aval du nucléaire ?

Bruno Le Maire a annoncé hier le lancement d'études pour la réalisation de deux nouvelles usines à La Hague (Manche) pour la fabrication et le retraitement de combustibles nucléaires.

Le ministre de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire, a assuré hier qu'« **une nouvelle page de l'histoire nucléaire française allait s'ouvrir** », lors d'une visite de l'usine de retraitement et de recyclage du combustible nucléaire d'Orano La Hague, dans la Manche.

La semaine passée, le conseil de politique nucléaire avait validé la poursuite des activités au-delà de 2040 de l'usine normande et de l'usine Orano Melox, située à Marcoule (Gard) et qui produit du combustible recyclé Mox (un mélange d'oxyde de plutonium et d'oxyde d'uranium). « **D'importants investissements** » avaient également été annoncés pour le site de La Hague. Le gouvernement souhaite la réalisation d'une usine de fabrication de combustible Mox et d'une nouvelle usine de retraitement des combusti-

bles d'ici à 2045-2050, sur le site normand. « **Cela va permettre d'avoir un hub du recyclage et du retraitement** », a avancé le ministre délégué en charge de l'Industrie et de l'Énergie, Roland Lescure.

« **Renforcer notre souveraineté** »

« **Le nucléaire est à la croisée des enjeux d'indépendance, de réindustrialisation et du climat. L'objectif est de garantir la réutilisation de combustible retraité dans les réacteurs français pour renforcer notre souveraineté et réduire l'importation d'uranium** », a détaillé Bruno Le Maire. Une grande partie vient en effet de Russie, à qui la France soustraite aussi le réenrichissement de l'uranium de retraitement. Les ministres se sont refusés à reconnaître une



Roland Lescure et Bruno Le Maire à l'usine d'Orano La Hague hier.

| PHOTO : MARTIN ROCHE, OUEST-FRANCE

dépendance vis-à-vis de la Russie.

Le coût de ce projet n'est pas encore connu. « **Cela entraînera la création de milliers d'emplois qualifiés** »,

a affirmé Bruno Le Maire, en prenant le Nord Cotentin comme exemple, où Orano emploie 5 700 personnes.

Yannick Rousselet, consultant en sûreté nucléaire et représentant de Greenpeace France, ne croit « **pas à leur réalisme d'un point de vue industriel et économique. La filière nucléaire est déjà face à une montagne de choses à faire mais n'en a pas la capacité. Et cela coûterait horriblement cher alors que l'aval du nucléaire est déficitaire.** » Sans compter le manque « **de main-d'œuvre formée** ». Guy Vastel, de l'Association de contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, dénonce aussi le choix de concentrer toutes les activités nucléaires dans une même zone et craint que « **La Hague devienne une poubelle** ».

Maëlys HESLESBEUX.